



**Arrêté préfectoral de levée de mise en demeure n° 2026/ICPE/186
de l'arrêté préfectoral n° 2025/ICPE/480 du 18 décembre 2025 portant mise en demeure
XPO TANK CLEANING NORD à Ancenis-Saint-Géréon
Installations classées pour la protection de l'environnement**

LE PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'article 66 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu le rapport de vérification des installations électriques n°0712099-009-1 du 18 mars 2024 établi par la société APAVE et le certificat Q18 associé ;

Vu le rapport de vérification des installations électriques n°135044584-001-1 du 23 juillet 2025 établi par la société APAVE et le certificat Q18 associé ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 12 novembre 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté de mise en demeure n°2025/ICPE/480 du 18 décembre 2025 ;

Vu le courrier du 1^{er} juin 2026 de l'inspection des installations classées proposant la levée de la mise en demeure du 18 décembre 2025 ;

Considérant que l'exploitant a répondu aux obligations qui lui étaient faites dans l'arrêté de mise en demeure n° 2025/ICPE/480 du 18 décembre 2025 ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de Loire-Atlantique ;

ARRÊTE

Article 1 : Est abrogé l'arrêté préfectoral n° 2025/ICPE/480 du 18 décembre 2025, par lequel la société XPO TANK CLEANING NORD, dont le siège social situé au lieu-dit Les Pierrelles à BEAUSEMBLANT (26 240), a été mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 66 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, en réalisant les actions correctives permettant de répondre à la non-conformité figurant dans les certificats Q18 joints aux rapports de vérification des installations électriques n°0712099-009-1 et n° 135044584-001-1 établis par la société APAVE.

Article 2 : La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.
Elle peut faire l'objet :

– d'un recours administratif (gracieux auprès de son auteur ou hiérarchique auprès du Ministre chargé de l'environnement (246 Boulevard Saint-Germain, 75007 Paris)) dans un délai de deux mois à compter

de sa notification. L'exercice d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique suspend le délai contentieux.

– d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nantes (6, Allée de l'Île Gloriette 44041 Nantes Cedex), soit dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence gardé deux mois par l'administration.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site www.telerecours.fr

Article 3 : La secrétaire générale de la préfecture de la Loire-Atlantique, le sous-préfet de l'arrondissement de Châteaubriant-Ancenis, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Châteaubriant, le - 4 JUIN 2026

LE PRÉFET,
Pour le Préfet et par délégation,
le sous-préfet de Châteaubriant-Ancenis


Marc MAKHLOUF